

Texte Action du congrès académique du SNES-FSU Versailles

Pour un Service public d'éducation émancipateur, pour un autre projet de société, la mobilisation doit continuer !

Au nom du dogme libéral de la réduction des dépenses publiques et malgré le bilan déjà catastrophique pour les services publics des politiques menées ces dernières années, les attaques contre la Fonction publique se multiplient et s'intensifient : refus de toute revalorisation salariale, projets de rémunération au prétendu mérite, réduction de 10 milliards pour les dépenses publiques, qui va encore aggraver une situation déjà alarmante.

On est bien loin de la priorité prétendument donnée à l'École : 582 millions sont prélevés sur le budget de l'Éducation nationale, dont 382 devaient être affectés à la rémunération des enseignant·es. Manque de personnels, conditions de travail dégradées : la Profession est au bord de la rupture.

Le SNES-FSU dénonce la volonté de mise au pas et d'embrigadement de la jeunesse qui est à l'œuvre (port de l'uniforme, généralisation du SNU, « réarmement civique »...). Le « choc des savoirs » nous promet un modèle d'école passéiste et conservateur, qui assigne les élèves à leurs positions sociales et scolaires, et remet en cause notre liberté professionnelle. Le SNES-FSU est fondamentalement opposé à la logique de tri social qui préside à ce projet passéiste et rétrograde, dont il revendique l'abandon. Avec des DHG toujours plus étriquées, sa mise en œuvre s'annonce déjà catastrophique, entraînant la suppression des dédoublements, des options... Le SNES-FSU appelle à continuer de faire signer la pétition contre le « Choc des savoirs ». La Ministre est en difficulté et n'a toujours pas promulgué les textes sur le choc des savoirs et les groupes de niveau préparant une École du tri social. Cela doit nous encourager à poursuivre et amplifier la mobilisation.

Le choc des savoirs est une énième déclinaison d'un projet de destruction d'une école démocratisante et émancipatrice. Le SNES-FSU poursuit le combat contre les réformes du lycée, du bac et Parcoursup, qui accroissent la logique de tri social et scolaire. Il dénonce les projets de remise en cause de l'Éducation Prioritaire et revendique un véritable plan d'urgence, une nouvelle carte étendue et une réintégration des lycées dans l'EP.

Projet d'école ségrégatif, dotations insuffisantes, budget sauvagement raboté : nous sommes à un tournant, pour les services publics, pour l'École publique. **Exigeons un autre projet, un plan global de réinvestissement à long terme dans l'Éducation nationale, de l'ambition et des moyens pour l'Éducation ! Il y a urgence à agir :**

- Pour l'abandon de toutes les contre réformes de tri social, en collège, en lycée et en lycée professionnel.
- Pour des moyens supplémentaires dans les dotations globales horaires des établissements, permettant d'accueillir tous les élèves dans de bonnes conditions
- Pour une politique ambitieuse en faveur de l'Éducation prioritaire.
- Pour défendre les postes mis en danger par le manque de moyens et les conséquences des contre-réformes
- Pour une école réellement inclusive dotée des moyens nécessaires à la faire vivre et permettant d'accueillir réellement toutes et tous
- Pour de meilleures conditions de travail, pour des salaires décents et revalorisés, pour tous les personnels

La mobilisation est déjà importante sur le terrain : les collègues étaient massivement en grève et dans la rue le 1^{er} février et de nouveau le 6. Dès la reprise fin février, l'action s'est poursuivie localement (motions en CA, votes contre la DGH, actions de grève locale, AG, demandes d'audience, opérations « collègue mort »...).

Le SNES-FSU initie, soutient et continue de rendre visibles ces mobilisations. Elles devront se poursuivre et s'amplifier, dans la durée, dans un cadre fédéral et dans le cadre intersyndical le plus large possible.

Le SNES-FSU travaille à la construction d'un rapport de force majoritaire, au sein de l'intersyndicale Éducation, pour la défense de l'École publique et de ses personnels, pour un service public d'éducation émancipateur, pour peser sur les choix du gouvernement pour l'Éducation et pour gagner.

Dans cet objectif, le SNES-FSU, à tous les niveaux, s'adressera aux parents d'élèves et à leurs représentant·es en Conseil d'administration et via les Conseils Locaux de parents d'élèves, aux fédérations de parents d'élèves susceptibles de soutenir nos actions. Des tractages à la population peuvent aussi être organisés. Le SNES-FSU appelle à interpeller collectivement les élus locaux et nationaux.

Le SNES-FSU appelle les personnels à se réunir dans les établissements, dans les AG de bassins, de villes ou de départements, pour mobiliser, mettre en débat et décider collectivement des actions à mener, continuer à construire les conditions de la visibilité de nos revendications et préparer un rebond fort et durable de l'action pour le Service public d'Éducation et ses personnels.

Pour construire ensemble les revendications, élaborons dans chaque établissement des cahiers de revendications, inspirés de ce qui a pu se faire dans le 93, pour lister celles à relayer aux niveaux national, académique et départemental, pour chiffrer un collectif budgétaire.

Le SNES-FSU a déposé des préavis de grève couvrant toutes les journées pour permettre aux collègues de se mobiliser et permettre aux mobilisations de s'inscrire dans la durée.

Dès à présent, le SNES-FSU Versailles appelle à faire la semaine du 4 au 8 mars une semaine d'actions diversifiées (initiatives locales, rassemblements DSDEN et Rectorat, grève là où c'est possible), sur le mot d'ordre « Pour un service public d'éducation émancipateur », puis à faire vivre la mobilisation jusqu'aux congés de printemps. A l'issue de chaque journée de mobilisation, le SNES-FSU appelle les personnels à se réunir en AG et décider des suites à donner à l'action.

Pour permettre des actions massives, le SNES-FSU Versailles réactivera son dispositif de caisse de grève, pour soutenir les syndiqué·es en lutte, comme sur lors des mobilisations contre la réforme des retraites.

Le SNES-FSU Versailles apporte notamment tout son soutien aux mobilisations pour un plan d'urgence en Seine-Saint-Denis, du fait de la situation alarmante et scandaleuse du département (pénurie de moyens, vétusté du bâti scolaire, locaux insalubres et sous-chauffés, déni de nombreux droits élémentaires : accès à la santé, aux bourses, entraînant ségrégation sociale, scolaire et géographique) ; il appelle les militant·es à la solidarité, via la caisse de grève, avec nos camarades en lutte.

Le SNES-FSU Versailles, avec la CGT Educ'action, est dès à présent à l'initiative d'un temps fort d'action académique intersyndical : **mobilisation, y compris par la grève et**

rassemblement mercredi 6 mars après-midi (avec animations sonores et prises de parole) devant le Rectorat de Versailles, à 17h et demande d'audience au Recteur.

Le SNES-FSU appelle d'ores et déjà aux journées d'action programmées, dont il doit assurer la réussite et la visibilité :

- grève féministe et manifestation du 8 mars, pour gagner l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, la revalorisation des métiers à prédominance féminine et l'ensemble des revendications de l'Intersyndicale ;
- grève et mobilisation Fonction Publique du 19 mars, pour les salaires, les carrières et contre la destruction des statuts que vise la "rémunération au mérite"
- action retraité-es : appel du G9 à la mobilisation le 26 mars (rdv à 14h à Bercy, pour la RP), sur la défense des pensions ,la défense de la protection sociale et le 100% secu, l'exigence d'un grand service public de l'autonomie.
- le 1^{er} mai marquera un nouveau temps fort dans la mobilisation pour un autre projet de société.

Il appelle, lors de ces journées, à rendre visible l'action dans les collèges, lycées et CIO et les revendications de l'Éducation, et à participer massivement aux manifestations organisées.

Sans attendre ces journées, déjà annoncées, **le SNES-FSU doit dès à présent donner des perspectives**, notamment en articulant un appel à la grève académique entre le 8 et le 19 mars, puis entre le 19 mars et les congés de printemps.

Le SNES-FSU appelle également à participer aux mobilisations contre l'Extrême droite et la loi Immigration.

Le SNES-FSU appelle à participer aux manifestations en solidarité avec la Palestine, auxquelles la FSU appelle.